

Lycées : réforme du bac

BAC : DERRIÈRE LA RÉFORME, ENCORE DES ÉCONOMIES !

Le candidat Emmanuel Macron avait donné le ton lors de la campagne électorale en affichant sa volonté de muscler le bac en réduisant le nombre d'épreuves. Un projet plein de paradoxes et bien plus problématique qu'il n'y paraît au premier abord. Jean-Michel Blanquer a chargé Pierre Mathiot, ex-directeur de l'IEP de Lille, d'auditionner les organisations syndicales et les associations disciplines, avant la remise d'un rapport, mi-janvier, esquissant les grands traits de la réforme du bac. Durant ces auditions, Pierre Mathiot a multiplié les coups de sonde, lançant ici ou là quelques ballons d'essai. Mais si, à l'heure actuelle, rien n'est décidé, il semble acquis que la réforme du bac s'articulera avec une transformation en profondeur de l'organisation des enseignements, qui ne sera pas sans conséquences pour nos métiers et nos élèves.



Réforme du bac : une place accrue au contrôle continu ?

Pour se placer dans le cadre présidentielle, Pierre Mathiot esquisse les contours d'un bac à 5 épreuves : le français en première, deux « épreuves universelles » passées à la fin de l'année de terminale : la philosophie, avec une même épreuve écrite pour tous les candidats ; un grand oral, basé sur un travail personnel pluridisciplinaire commencé en 1^{ère}, et deux autres épreuves écrites dite de « spécialité », qui pourraient être passées à la fin du premier semestre de l'année de terminale. Les autres disciplines seraient évaluées durant l'année selon des modalités qui restent à définir : partiels anonymes, contrôle continu...

Derrière la réforme du bac, la réforme du lycée : vers un lycée modulaire ?

Pierre Mathiot, comme Jean-Michel Blanquer semblent être, à l'instar de certaines organisations syndicales comme le SGEN ou l'UNSA, de fervents partisans de **la suppression des filières et de la mise en place d'un lycée modulaire**. Ainsi, Pierre Mathiot a présenté à plusieurs reprises une architecture possible du lycée : les élèves suivraient des enseignements de tronc commun, en se spécialisant progressivement grâce au choix de deux disciplines constituant la « majeure » et de deux ou trois « mineures ». Parmi les couples de majeures évoquées : Lettres/Langues, Lettres/Arts, SES/Histoire-Géo, Lettres/Philo, Maths/Physique Chimie, Maths/SVT, Maths/Info, Maths/SES, Sciences de l'ingénieur/Physique-Chimie. Rien n'est dit sur l'avenir de la voie technologique (en dehors de quelques échos lointains d'une rapprochement ST2S/SVT ou STMG/ES) déjà bien mise à mal par la réforme Chatel. Quant au bac professionnel, il complètement oublié par la mission Mathiot, signe révélateur du peu de considération que lui porte le gouvernement.

Deux réforme pilotées par des impératifs budgétaires !

Semestrialisation, « apprendre bien une langue plutôt que mal deux langues », incertitudes sur le sort des options facultatives (arts, lettres classiques, LV3), diminution des horaires disciplinaires, aucune mention des dédoublements pourtant indispensables pour que les élèves travaillent en petits groupes... les fuites orchestrées par la mission Mathiot s'inscrivent clairement dans **une optique d'économie budgétaires**. Cela est parfaitement cohérent avec les déclarations de Jean-Michel Blanquer qui dit vouloir sortir de l'ère des créations de postes, privilégier le quantitatif au qualitatif. La réforme du bac et du lycée doivent s'inscrire dans cette perspective et **les pistes esquissées vont permettre de nombreuses suppressions de postes !**

Le recours au contrôle continu : une transformation profonde de nos métiers

Si le Ministre et certaines organisations syndicales parent le contrôle continu de toutes les vertus (moins coûteux, moins brutal pour les élèves), ils en oublient tous les méfaits. La balance penche pourtant clairement de ce dernier côté : évaluation maison qui dénature la dimension nationale du diplôme, pressions nombreuses de toutes parts (élèves, chefs d'établissements, parents), surcharge de travail... Qui en sort vraiment gagnant ?

Le lycée modulaire et la fin des filières : usine à gaz et délit d'initié

Une telle organisation des enseignements s'annonce être un redoutable casse-tête : des professeurs devront enseigner à la fois une discipline qui pourrait être majeure et mineure (histoire-géo, maths), quant à la multiplication des parcours, elle ne fait que recréer des formes de filières (on notera que c'est le parcours scientifique qui offrirait le plus de combinaisons... qui a parlé de lutte contre la domination de la filière S...?) et forme un ensemble nébuleux dont les seuls les élèves les mieux informés sortiront gagnants.

Pour le SNES-FSU, le bac a du sens, il est un instrument de la démocratisation des études, certes inachevée à ce jour, mais qu'il convient de renforcer, plutôt que de le démembrer. Pour ce faire, le cadre national, terminal et anonyme des épreuves doit être préservé. En s'éloignant de ce triple impératif, le gouvernement fait le choix, une nouvelle fois, de s'orienter vers un projet profondément inégalitaire, et non pas social et progressiste, guidé par un seul impératif budgétaire.

Les projets gouvernementaux sont d'une redoutable cohérence, la réforme du lycée s'inscrit dans le cadre de la réforme du bac, qui elle-même s'articule à la réforme de l'accès au supérieur (voir page ci-contre). **Alourdissement de la charge de travail, profonde transformation de nos métiers, renforcement des inégalités existantes, ces projets sont dangereux.**

Dès maintenant, construisons la mobilisation indispensable pour imposer d'autres projets, plus ambitieux : stage académique le 23 janvier, campagnes d'heures d'information syndicale que des militants de la section académique peuvent animer. Contactez-nous !

Marie-Pierre Carlotti